

# « L'air du temps » : la langue française gagnée par le wokisme

Alain BENTOLILA 01/11/2023

*Dans son discours lors de l'inauguration de la Cité internationale de la langue française, le président Emmanuel Macron a conseillé que l'on se méfie de « l'air du temps ». Dénonçant la complaisance pour une pseudo diversité qui cache mal une terrible impuissance linguistique ; rappelant le devoir de l'école et des familles de cultiver une langue forte et précise. Qu'il soit entendu ! Notamment par tous ceux qui confondent diversité des usages et impuissance linguistique.*

La « culturisation » de l'inculture est devenue aujourd'hui une posture intellectuelle et idéologique que prennent avec infiniment de complaisance un bon nombre de ceux dont les enfants risquent « moins » l'échec scolaire et social que les autres. Sous le prétexte démagogique d'éviter la stigmatisation, il est aujourd'hui à la mode de cacher certaines insuffisances linguistiques sous un masque identitaire et même parfois de maquiller certains handicaps douloureux d'un fard culturel. Tous ces bons apôtres refusent d'analyser les préjudices subis par ceux à qui fait défaut la maîtrise de la langue et se laissent complaisamment séduire par l'écume d'une parole dont le pittoresque cache bien mal l'inquiétante approximation. Ils clament à qui veut l'entendre que tous les langages sont égaux alors que certains livrent les clés du monde et que d'autres ferment les portes du ghetto. Certains en viennent même à parler d'une « culture illettrée », rejetant l'idée même de lutter contre ce fléau jugeant ce combat cruel et discriminatoire.

A l'école, tout rappel des conventions, toute évaluation diagnostiques sont devenues synonymes d'une intolérable stigmatisation des plus faibles et des plus fragiles. Reviennent ainsi en force ceux qui confondent avec complaisance « conventions linguistiques » et « contraintes ». Ainsi, de même que certains élèves peuvent se sentir frustrés de ne pas pouvoir fumer en paix dans le wagon d'un train, de même le fait de devoir mettre un « S » au pluriel ou celui de d'écrire « éléphant » avec PH serait une contrainte abusive. En réalité, les comportements de complaisance (ou de fausse bienveillance) pénalisent toujours les enfants les plus en difficulté ; ainsi faire croire à un enfant pour lui « faire plaisir » qu'on l'a compris alors qu'il n'en est rien, c'est lui signifier que sa parole ne compte pour personne. C'est donc dès l'école maternelle qu'il faut aider les enfants à reconnaître qu'ils se sont trompés et les

inviter à s'améliorer. Ils constateront ainsi que les autres aussi se trompent, font des erreurs et que c'est en les acceptant qu'ils parviendront à se dépasser. Un instituteur digne de ce nom doit avoir pour tous ses élèves de grandes ambitions ; pour les plus brillants comme pour ceux qui ont plus de mal. En aucun cas il ne doit se laisser aller à un apitoiement qui est synonyme de renoncement et d'abandon des plus fragiles. Ces petites lâchetés dans lesquelles s'est complu l'éducation au cours des quarante dernières années ont détourné bien des élèves du respect des règles linguistiques et sociales et ont sapé l'autorité du maître d'école. Pour des raisons essentiellement idéologiques, les instituts de formation des maîtres ont, dès les années 70, tenté de mettre dans la tête des enseignants que toute règle, pour être « respectable », devait pouvoir faire l'objet d'une démarche de découverte. Les règles arbitraires, n'autorisant, par leur nature même, aucune hypothèse, aucune supputation, ont donc été dénoncées comme abêtissantes tout juste bonnes à rendre plus cruelle encore la sélection perverse dans laquelle se complaisait l'école : on a feint d'oublier que les conventions parce qu'arbitraires ne se négocient pas, elles se respectent et ce respect conditionne notre cohésion sociale.

Seule une maîtrise plus justement partagée de la langue française pourra en effet permettre à tous les citoyens de notre pays, d'où qu'ils viennent, de ne considérer aucune différence comme infranchissable, aucune divergence comme inexplicable, aucune appartenance comme un ghetto identitaire.

Je veux ici dénoncer le renoncement d'un État qui n'a pas su remplir son devoir d'intégration linguistique envers les nouveaux arrivants alors que la plus sûre promesse d'une intégration dignement construite, c'est qu'ils parviennent à maîtriser la langue française. Je dis bien « maîtriser la langue française », et non la « baragouiner ». Nous avons en effet ; depuis trop longtemps, accepté avec une complaisance coupable que le problème **d'insécurité linguistique** dont souffrent certains citoyens soit dissimulé sous le concept dangereux de « **diversité linguistique** ». Chacun pouvant ainsi parler comme il l'entend, chacun pouvant écrire comme cela lui chante, peu importe la justesse et l'efficacité de son langage. Nous devons, au contraire, à tous ceux que l'on accueille, d'où qu'ils viennent, *le meilleur de notre langue*. Ce n'est donc pas dans le foisonnement de particularismes langagiers, qui stigmatisent plus qu'ils ne distinguent que réside la clé d'une intégration harmonieuse. Tous ceux qui sont accueillis dans notre pays ont droit à une langue commune juste, précise et... bien sûr créative ; il est de notre devoir de la leur offrir, il est de leur devoir de la chérir. Une identité nationale se mérite par l'effort intellectuel et linguistique qu'on lui consent.